

## ALLIANCE DES FEMMES DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

### Rapport d'étape annuel pour le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe — les femmes francophones et acadiennes, laissées pour compte

**Ottawa, le 18 décembre 2024** — L'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) exprime sa déception face à l'absence de mesures concrètes pour les femmes francophones et acadiennes dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Selon le Rapport d'étape annuel 2023-2024, les différentes initiatives du plan ont touché moins de 3 % des femmes issues de minorités linguistiques, un chiffre alarmant qui témoigne d'un manque d'engagement réel pour ces femmes vulnérables.

« Le faible pourcentage de femmes francophones et acadiennes bénéficiant des mesures du plan d'action national contre la violence fondée sur le sexe est le résultat prévisible d'une absence de prise en compte de leurs spécificités dans l'élaboration de ce plan », affirme Nour Enayeh, présidente de l'AFFC.

Notons que la *Loi sur les langues officielles* impose des obligations au gouvernement canadien afin d'appuyer l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et cela inclut un soutien structuré et efficace pour les femmes francophones et acadiennes ainsi que les minorités anglophones vivant au Québec. Or, le Plan d'action national contre la violence fondée sur le sexe semble ne pas tenir compte de cette réalité essentielle. Les femmes issues de minorités linguistiques, pourtant au cœur de ces enjeux, sont laissées pour compte dans un système déjà fragilisé.

Nous dénonçons ce manque de considération, un abandon qui n'est plus acceptable. La violence fondée sur le sexe frappe particulièrement les femmes issues de communautés linguistiques minoritaires, qui sont déjà confrontées à des barrières supplémentaires en termes d'accès aux services et de soutien. Ce manque de ressources et de financement est une violation des droits fondamentaux de ces femmes et un manquement grave aux obligations du gouvernement envers les minorités linguistiques.

« À la veille du temps des fêtes nous avons une pensée pour toutes les femmes francophones et acadiennes en situation minoritaire qui vivent une situation de violence et qui n'ont pas accès adéquat aux services dans leur langue », conclut la présidente.

L'AFFC appelle à une action immédiate et à l'élaboration de mesures spécifiques pour garantir que toutes les femmes — peu importe leur langue ou leur origine — puissent accéder aux services de soutien et à la protection qu'elles méritent.

— 30 —

*L'AFFC assure la mobilisation et le développement de son réseau pour mieux défendre les droits des femmes francophones et acadiennes et ainsi, créer une société féministe et inclusive.*

**Source :**

Alexandra Lafontaine, coordonnatrice aux communications et relations publiques

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

[info@affc.ca](mailto:info@affc.ca)